

MAROC**Un narcotrafiquant
notoire extradé
d'Espagne**

Le narcotrafiquant Mohamed El-Ouazzani, alias El-Nene, a été extradité d'Espagne et remis, jeudi, aux autorités marocaines, a-t-on appris vendredi de source policière. «Ce dangereux trafiquant de drogue est actuellement entre les mains de la police judiciaire en vue de son transfert de Casablanca vers Rabat, pour être présenté au Parquet», a précisé à l'AFP une source sécuritaire.

L'extradition vers le Maroc de Mohamed El-Ouazzani, qui possède la double nationalité marocaine et espagnole, a été décidée le 19 juin par le Conseil des ministres espagnol, a ajouté la même source.

El-Nene s'était évadé en décembre 2007 de la prison centrale de Kénitra (à une quarantaine de kilomètres au nord de Rabat), où il purgeait une peine de 8 ans pour trafic de drogue.

Lundi dernier, le Tribunal suprême (la plus haute juridiction en Espagne) avait rejeté un recours en suspension de cette mesure d'extradition, présenté par la défense d'El-Nene.

L'extradition au Maroc d'El-Nene avait été décidée une première fois le 11 septembre 2008.

Interpellé une vingtaine de fois au Maroc, il est considéré comme l'un des plus importants trafiquants internationaux de haschich. Sa fortune est estimée à au moins 30 millions d'euros.

El-Nene avait été arrêté dans l'enclave espagnole de Ceuta, au nord du Maroc, le 22 avril 2008, en vertu d'un mandat d'arrêt international émis par les autorités marocaines.

ARABIE SAOUDITE**Cinq membres présumés
d'Al-Qaïda arrêtés**

Cinq membres présumés d'Al-Qaïda ont été arrêtés à Taëf, à 80 km de la ville sainte de La Mecque, dans l'ouest de l'Arabie saoudite, a annoncé hier le ministère saoudien de l'Intérieur.

Les cinq hommes sont soupçonnés d'implication dans des «activités de soutien logistique» à Al-Qaïda, a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère, le général Mansour al-Turki, sans préciser la date de leur arrestation. Il a ajouté que l'enquête permettrait de déterminer «le niveau de leur implication et de leur dangerosité».

Cette annonce intervient une dizaine de jours après celle d'un cadre présumé d'Al-Qaïda, présenté comme un financier du groupe et un organisateur de l'entrée et de

la sortie de militants du pays. L'homme avait été arrêté après un échange de tirs avec les forces de sécurité à Bouraidah (centre).

Mercredi, la justice saoudienne a rendu son verdict dans les procès de 330 membres présumés d'Al-Qaïda, comportant au moins une condamnation à mort.

Le tribunal spécial qui jugeait les accusés a également prononcé des peines de prison, des assignations à résidence, des interdictions de quitter le territoire et des acquittements, selon la pres-



Photo : DR

se. Ce groupe, qui fait partie d'un millier de suspects détenus pour leur implication présumée dans la vague de violence ayant ensanglanté le

royaume de 2003 à 2006, était jugé pour «des crimes liés au terrorisme d'Al-Qaïda et à la sécurité de l'Etat», selon l'agence officielle Spa.

SOMALIE**Les shebab décapitent deux hommes
accusés d'aider le gouvernement**

Les islamistes radicaux en Somalie, les shebab, ont décapité deux hommes accusés de soutenir le gouvernement du président islamiste modéré Sharif Cheikh Ahmed combattu par les insurgés, ont indiqué hier des sources concordantes.

Les deux hommes ont été décapités mercredi près de Baidoa (250 km au nord-ouest de Mogadiscio), contrôlée par les shebab, a dit à l'AFP l'un d'entre eux sous couvert de l'anonymat. «Deux hommes reconnus coupables d'aider l'en-

nemi d'Allah ont effectivement été décapités il y a trois jours», a-t-il dit. «Plusieurs autres sont toujours en détention (...). On enquête sur eux et s'ils sont reconnus coupables, ils seront exécutés», a-t-il ajouté. Le frère d'une victime, Muktar Abdullahi,

a confirmé l'information. «On les a cherchés la semaine passée et finalement nous avons eu confirmation qu'ils avaient été décapités», a-t-il dit.

Les deux hommes avaient disparu il y a 10 jours. «Personne ne nous a clairement expliqué pourquoi ils avaient été tués, mais des shebab ont dit qu'ils avaient aidé le gouvernement somalien», a ajouté M. Abdullahi.

Les islamistes radicaux, qui contrôlent une grande partie du sud et du centre de la Somalie, ont commencé à appliquer dans ces régions une forme très stricte de la charia (loi coranique).

En juin, ils ont lapidé à mort un homme accusé de viol et de meurtre.

Quelques jours auparavant, quatre voleurs avaient été amputés de la main droite et du pied gauche.

UBS**La Suisse entame un bras de fer
avec les Etats-Unis**

La Suisse a entamé un bras de fer avec les Etats-Unis pour la défense de son secret bancaire et d'UBS, à trois jours d'un procès à Miami où la banque helvétique pourrait être mise en demeure de révéler les noms de 52 000 clients soupçonnés de fraude fiscale.

Après avoir longtemps affiché une réserve toute helvétique sur le dossier, Berne et les responsables de la première banque suisse sont montés au créneau ces derniers jours.

«UBS va très clairement respecter le droit suisse», a assuré le nouveau président de l'établissement zurichois, Kaspar Villiger.

Pour cet ancien ministre des Finances et président de la Confédération, la banque «ne va pas faire de concession» dans l'affaire qui l'oppose à la justice américaine.

«Il ne s'agit plus d'un simple conflit entre les autorités fiscales américaines et UBS, mais aussi de la relation entre

deux Etats», a-t-il estimé.

Lors d'un récent voyage aux Etats-Unis, la ministre de l'Economie Doris Leuthard a rappelé à ses interlocuteurs américains que le droit helvétique devait tout autant être respecté que le droit américain.

A trois jours du procès qui doit s'ouvrir devant le tribunal du district de Miami (Floride), Berne a prévenu que la Confédération prendrait «toutes les mesures nécessaires», y compris en procédant à la saisie des données, pour empêcher UBS de livrer aux services fiscaux américains (IRS) des informations sur ses clients.

Contre-attaquant, le juge américain Alan Gold, chargé du dossier UBS, a demandé aux autorités de Washington de clarifier les mesures qu'elles étaient prêtes à prendre face à la résistance helvétique.

Le gouvernement américain devra ainsi voir s'il est envisageable de saisir ou de placer sous tutelle les biens d'UBS aux Etats-Unis, a indiqué M. Gold. UBS employait 26 934 personnes aux Etats-Unis le 31 mars dernier, soit un peu plus qu'en Suisse (25 889 salariés) où le groupe a sa maison-mère. Son département de gestion de fortune pour les Amériques (Nord et Sud) gérât à la même date un total de 673 milliards de francs suisses (618 milliards de dollars), soit le tiers des actifs totaux du groupe bancaire. Au centre de

cette affaire figurent les informations sur 52 000 contribuables américains ayant ouvert des comptes «offshore» en Suisse, pour 14,8 milliards de dollars, pour échapper au fisc. L'enjeu est de taille pour UBS, qui sort d'une année noire. La banque a perdu en 2008 quelque 20,9 milliards de francs suisses (19,1 milliards de dollars) en raison de ses engagements hasardeux dans les produits financiers à risque.

L'exposition aux «subprimes», et ses démêlés judiciaires aux Etats-Unis lui ont déjà coûté très cher en terme d'image. Démontrant la désaffection de ses clients, les sorties de capitaux se sont élevées au premier trimestre à 14,9 milliards de francs suisses (13,6 milliards de dollars), contre des retraits de 85,8 milliards (78,7 milliards de dollars)

au dernier trimestre 2008. UBS, déjà détrônée de sa place de numéro un mondial de la gestion de fortune, a donc tout intérêt à clôturer son litige aux Etats-Unis.

Mais la banque doit aussi éviter de se plier totalement aux autorités américaines en dévoilant des données protégées par le secret bancaire, un atout de taille dans la lutte entre banques privées. Pour les analystes de la banque Vontobel, il est «plutôt improbable» qu'UBS puisse trouver un arrangement avant lundi. La Confédération, qui gère 4 361 milliards de francs suisses d'actifs (près de 4 000 milliards de dollars) — soit huit fois son produit intérieur brut —, veut éviter de perdre un atout majeur dans la bataille entre places financières mondiales : son secret bancaire.